

ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΑΘΗΝΑ 12 ΙΟΥΝΙΟΥ 1987	ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟ	ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ 89

Διορθώνεται η αρίθμηση του Π.Δ. 145 στο Φ.Ε.Κ. 80/1.6.1987 (τ. Α΄), σε 145 Α.

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 1705

Κύρωση πρωτοκόλλου υπ' αριθμό 7 της σύμβασης για την προάσπιση των δικαιωμάτων του ανθρώπου και των θεμελιωδών ελευθεριών.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Εκδίδομε τον ακόλουθο νόμο που ψήφισε η Βουλή:

Άρθρο πρώτο.

Κυρώνεται και έχει την ισχύ που ορίζει το άρθρο 28 παρ. 1 του Συντάγματος το Πρωτόκολλο αριθμός 7 της Σύμβασης για την προάσπιση των Δικαιωμάτων του Ανθρώπου και των Θεμελιωδών Ελευθεριών, που υπογράφτηκε στο Στρασβούργο στις 22 Νοεμβρίου 1984, με την επιφύλαξη, (δυνάμει των άρθρων 64 της Σύμβασης και του αρ. 7 του Πρωτοκόλλου), ότι η διάταξη του άρθρου 2 παρ. 1 του κυρουμένου Πρωτοκόλλου δε θίγει τη διάταξη του άρθρου 489 του Κώδικα Ποινικής Δικονομίας.

Το κείμενο του Πρωτοκόλλου σε πρωτότυπο στη γαλλική γλώσσα και σε μετάφραση στην ελληνική, έχει ως εξής :

PROTOCOLE No 7
À LA CONVENTION DE SAUVEGARDE
DES DROITS DE L' HOMME
ET DES LIBERTÉS FONDAMENTALES

Les Etats membres du Conseil de l' Europe, signataires du présent protocole.

Résolus à prendre de nouvelles mesures propres à assurer la garantie collective de certains droits et libertés par la Convention de Sauvegarde des Droits de l' Homme et des Libertés fondamentales, signée à Rome le 4 novembre 1950 (ci - aprés dénommée «la Convention»).

Sont convenus de ce qui suit :

Article 1.

1. Un étranger résidant régulièrement sur le territoire d' un Etat ne peut en être expulsé qu' en exécution d' une décisionprise conformément à la loi et doit pouvoir :

a. faire valoir les raisons qui militent contre son expulsion,

b. faire examiner son cas, et

c. se faire représenter à ces fins devant l' autorité compétente ou une ou plusieurs personnes désignées par cette autorité.

2. Un étranger peut être expulsé avant l' exercice des droits énumérés au parargraphe 1.a,b,et c de cet article lorsque cette expulsion est nécessaire dans l' intérêt de l'ordre public ou est basée sur des motifs de sécurité nationale.

Article 2.

1. Toute personne déclarée coupable d' une infraction pénale par un tribunal a le droit de faire examiner par une juridict on supérieure la déclaration de culpabilité ou la condamnation.
L' exercice de ce droit, ycompris les motifs pour lesquels il peut être exercé, sont régis par la loi.

2. Ce droit peut faire l' objet d' exceptions pour des infractions mineures telles qu'elles sont définies par la loi oul orsque l' intéressé à été jugé en première instance par la plus haute juridiction ou a été déclaré coupable et condamné à la suite d' un recours contre son acquittement.

Article 3.

Lorsqu' une condamnation pénale définitive est ultérieurement annulée, ou lorsque la grâce est accordée, parce qu' un fait nouveau ou nouvellement révélé prouve qu' il s' est produit une erreur judiciaire, la personne qui a subi une peine en raison de cette condamnation est indemnisée, conformément à la loi ou à l' usage en vigueur dans l' Etat concerné, à moins qu' il ne soit prouvé que la non - révélation en temps utile du fait nconnu lui est imputable en tout ou en partie.

Article 4.

1. Nul ne peut être poursuivi ou puni pénalement par les juridictions du même Etat en raison d' une infraction pour laquelle il a déjà été acquitté ou condamné par un jugement définitif conformément à la loi et à la procédure pénale de cet Etat.

2. Les dispositions du paragraphe précédent n' empêchent pas la réouverture du procès, conformément à la loi et à la procédure pénale de l' Etat concerné, si des faits nouveaux ou nouvellement révélés ou un vice fondamental dans la procédure précédente sont de nature à affecter le jugement intervenu.

3. Aucune dérogation n' est autorisée au présent article au titre de l' article 15 de la Converntion.

Article 5.

Les époux jouissent de l'égalité de droits et de responsabilités de caractère civil entre eux et dans leurs relations avec leurs enfants au regard du mariage, durant le mariage et lors de sa dissolution. Le présent article n'empêche pas les Etats de prendre les mesures nécessaires dans l'intérêt des enfants.

Article 6.

1. Tout Etat peut, au moment de la signature ou au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation, désigner le ou les territoires auxquels s'appliquera le présent Protocole, en indiquant la mesure dans laquelle il s'engage à ce que les dispositions du présent Protocole s'appliquent à ce ou ces territoires.

2. Tout Etat peut, à tout autre moment par la suite, par une déclaration adressée au Sectétaire Général du Conseil de l' Europe, étendre l'application du ptésent Protocole â tout autre territoire désigné desns la déclaration. Le Protocole entrera en vigueur à l'égard de ce territoirele le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de deux mois après la date de réception de la déclaration par le Secrétaire Général.

3. Toute déclaration faite en vertu des deux paragraphes précédents pourra être retirée ou modifiée en ce qui concerne tout territoire désigné dans cette délclaration, par notification adressée au Secretaire Général. Le retrait ou la modification prendra effet le premier jour du mois qui suit l'éxpiration d'une période de deux mois après la date de réception de la notification par e Secrétaire Général.

4. Une déclaration faite conformément au présent article sera considérée comme ayant été faite conformément au paragraphe 1 de l'article 63 de la Convention.

5. Le territoire de tout Etat auquel le présent Protocole s'applique en vertu de sa ratification, de son acceptation ou de son approbation par ledit Etaf, et chacun des territoires auxquels le Protocole s'applique en vertu d'une déclaration souscrite par ledit Etat conformément au présent article, peuvent être considères comme des territoires distincts aux fins de la référence au territoire d'un Etat faite par l'article 1.

Article 7.

1. Les Etats Parties considèrent les articles 1 à 6 du présent Protocole comme des articles additionnels à la Convention et toutes les dispositions de la Convention s'appliquent en conséquence.

2. Toutefois, le droit de recours individuel reconnu par une déclaration faite en vertu de l'article 25 de la Convention ou la reconnaissance de la juridiction obligatoire de la Cour faite par une déclaration en vertu de l'article 46 de la Convention ne s'exercera en ce qui concerne le présent Protocole que dans la mesure où l'Etat intéressé aura déclaré reconnaitre ledit droit ou accepter ladite juridiction pour les articles 1 à 5 du Protocole.

Article 8.

Le présent Protocole est ouvert à la signature des Etats membres du Conseil de l'Europe qui ont signé la Convention. Il sera soumis à ratification, acceptation ou approbation. Un Etat membre du Conseil de l'Europe ne peut ratifier, accepter ou approuver le présent Protocolle sans avoir simultanément ou antérieurement, ratifié la Convention. Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

Article 9

1. Le présent Protocole entrera en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de deux mois après la date à laquelle sept Etats membres du Conseil de l'Europe auront exprimé leur consentement à être liés par le Protocole conformément aux dispositions de l'article 8.

2. Pour tout Etat membre qui exprimera ultérieurement son consentement à être lié par le Protocole, celui-ci entrera en vigueur e premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de deux mois après la date du dépôt de l'instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation.

Article 10

Le Secrétaire Général du Conseil de 'Europe notifiera à tous les Etats membres du Conseil de l'Europe:

a) toute signature :

b) le dépôt de tout instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation :

c) toute date d'entrée en vigueur du présent Protocole conformément à ses articles 6 et 9 :

d) tout autre acte, notification ou déclaration ayant trait au présent Protocole.

En foi de quoi, les soussignés dûment autorisés á cet effet, ont signé le présent Protocole.

Fait à Strasbourg, le 22 novembre 1984, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives du Conseil de l'Europe. Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe en communiquera copie certifiée conforme à chacun des Etats membres du Conseil de l'Europe.

ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟ ΑΡΙΘΜΟΣ 7 ΤΗΣ ΣΥΜΒΑΣΗΣ ΓΙΑ ΤΗΝ ΠΡΟΑΣΠΙΣΗ ΤΩΝ ΔΙΚΑΙΩΜΑΤΩΝ ΤΟΥ ΑΝΘΡΩΠΟΥ ΚΑΙ ΤΩΝ ΘΕΜΕΛΙΩΔΩΝ ΕΛΕΥΘΕΡΙΩΝ.

Τα Κράτη-μέλη του Συμβουλίου της Ευρώπης που υπογράφουν αυτό το Πρωτόκολλο,

Έχοντας αποφασίσει να λάβουν νέα μέτρα για να διασφαλίσουν τη συλλογική ενδυνάμωση ορισμένων δικαιωμάτων και ελευθεριών μέσω της Σύμβασης για την Προάσπιση των Δικαιωμάτων του Ανθρώπου και των Θεμελιωδών Ελευθεριών, που υπογράφτηκε στη Ρώμη στις 4 Νοεμβρίου 1950 (η οποία για τους σκοπούς του παρόντος πρωτοκόλλου αναφέρεται ως « η Σύμβαση»), συμφώνησαν τα ακόλουθα :

Άρθρο 1.

1. Αλλοδαπός που έχει νόμιμα τη διαμονή του στην επικράτεια ενός Κράτους δεν απελαύνεται παρά μόνο μετά από απόφαση που έχει ληφθεί σύμφωνα με τον νόμο · στον ανωτέρω δίδεται η δυνατότητα :

α) να προτείνει επιχειρήματα κατά της απέλασής του,

β) να τύχει η υπόθεσή του επανεξέτασης και

γ) να εκπροσωπείται για τους σκοπούς αυτούς ενώπιον της αρμόδιας αρχής, ή ενώπιον ενός ή περισσοτέρων προσώπων που ορίζονται απ' αυτή την αρχή.

2. Αλλοδαπός μπορεί να απελαθεί και πριν από την άσκηση των δικαιωμάτων που προβλέπονται στην παράγρ. 1α, β και γ αυτού του άρθρου όταν αυτή η απέλαση είναι αναγκαία για το συμφέρον της δημόσιας τάξης ή επιβάλλεται για λόγους εθνικής ασφάλειας.

Άρθρο 2.

1. Κάθε πρόσωπο που καταδικάσθηκε για αξιόποινη πράξη από δικαστήριο, έχει το δικαίωμα της επανεξέτασης από ανώτερο δικαστήριο της απόφασης με την οποία κηρύχθηκε ένοχος ή της απόφασης με την οποία του επιβλήθηκε ποινή. Η άσκηση αυτού του δικαιώματος και οι λόγοι για τους οποίους μπορεί αυτό να ασκηθεί, διέπονται από το νόμο.

2. Από αυτό το δικαίωμα μπορούν να γίνουν εξαιρέσεις στην περίπτωση αξιόποινων πράξεων μικρής σημασίας, όπως ορίζονται στο νόμο, ή στις περιπτώσεις που ο καταδικασθείς κρίθηκε σε πρώτο βαθμό από το ανώτερο δικαστήριο, ή καταδικάσθηκε μετά από άσκηση ενδίκου μέσου εναντίον της απαλλαγής του.

Άρθρο 3.

Όταν ένα πρόσωπο καταδικάσθηκε με αμετάκλητη απόφαση για αξιόποινη πράξη και η καταδίκη αυτή ακυρωθεί ή όταν στο πρόσωπο αυτό απονεμηθεί χάρη με βάση ένα νέο ή μεταγενέστερο της απόφασης γεγονός που αποδεικνύει άμεσα ότι υπήρχε δικαστική πλάνη, τότε το πρόσωπο που υποβλήθηκε σε ποινή, η οποία ήταν αποτέλεσμα αυτής της καταδίκης, θα αποζημιώνεται σύμφωνα με το νόμο ή την πρακτική που ακολουθείται στο Κράτος, για το οποίο πρόκειται, εκτός εάν αποδειχθεί ότι η μη έγκαιρη αποκάλυψη του άγνωστου γεγονότος οφείλεται ολικά ή μερικά σ' αυτό το πρόσωπο.

Άρθρο 4.

1. Κανένας δεν μπορεί να διωχθεί ή καταδικασθεί ποινικά από τα δικαστήρια του ίδιου Κράτους, για μια παράβαση για την οποία ήδη αθωώθηκε ή καταδικάσθηκε με αμετάκλητη απόφαση σύμφωνα με το νόμο και την ποινική δικονομία του Κράτους αυτού.

2. Οι διατάξεις της προηγούμενης παραγράφου δεν εμποδίζουν την επανάληψη της διαδικασίας, σύμφωνα με το νόμο και την ποινική δικονομία του Κράτους για το οποίο πρόκειται, εάν υπάρχουν αποδείξεις νέων ή μεταγενέστερων της απόφασης γεγονότων, ή υπήρξε θεμελιώδες σφάλμα της προηγούμενης διαδικασίας, που θα μπορούσαν να επηρεάσουν το αποτέλεσμα της υπόθεσης.

3. Καμιά απόκλιση από αυτό το άρθρο δεν επιτρέπεται με βάση το άρθρο 15 της Σύμβασης.

Άρθρο 5.

Οι σύζυγοι είναι ίσοι στα δικαιώματα και τις ευθύνες που απορρέουν από το ιδιωτικό δίκαιο στις μεταξύ τους σχέσεις και στις σχέσεις τους με τα τέκνα τους, ως προς το γάμο, κατά τη διάρκειά του και στην περίπτωση λύσης του. Αυτό το άρθρο δεν εμποδίζει τα Κράτη να πάρουν τα αναγκαία μέτρα που επιβάλλει το συμφέρον των τέκνων.

Άρθρο 6.

1. Κάθε Κράτος μπορεί, κατά το χρόνο της υπογραφής ή της κατάθεσης του εγγράφου του επικύρωσης, αποδοχής, ή έγκρισης, να καθορίζει το έδαφος ή τα εδάφη στα οποία εφαρμόζεται αυτό το Πρωτόκολλο, και να δηλώσει το βαθμό μέχρι του οποίου αναλαμβάνει να εφαρμόζονται οι διατάξεις του Πρωτοκόλλου αυτού, σ' αυτό ή σ' εκείνα τα εδάφη.

2. Κάθε Κράτος μπορεί, οποτεδήποτε μεταγενέστερα, με μία δήλωση που απευθύνεται στο Γενικό Γραμματέα του Συμβουλίου της Ευρώπης να επεκτείνει την εφαρμογή αυτού του Πρωτοκόλλου σε κάθε άλλο έδαφος που καθορίζεται στη δήλωση. Στα εδάφη αυτά το πρωτόκολλο θα αρχίσει να ισχύει την πρώτη μέρα του μήνα που ακολουθεί την πάροδο μιας περιόδου δύο μηνών από την ημερομηνία παραλαβής της δήλωσης από το Γενικό Γραμματέα.

3. Κάθε δήλωση που γίνεται σύμφωνα με τις δύο προηγούμενες παραγράφους μπορεί να ανακληθεί ή τροποποιηθεί σε ό,τι αφορά τα εδάφη που καθορίζονται στη δήλωση με γνωστοποίηση προς το Γενικό Γραμματέα. Η ανάκληση ή η τροποποίηση θα αρχίσει να ισχύει την πρώτη μέρα του μήνα που ακολουθεί την πάροδο μιας περιόδου 2 μηνών από την ημερομηνία παραλαβής της γνωστοποίησης από το Γενικό Γραμματέα.

4. Μία δήλωση που γίνεται σύμφωνα με αυτό το άρθρο θα θεωρείται ότι έγινε σύμφωνα με την παράγραφο 1 του άρθρου 63 της Σύμβασης.

5. Το έδαφος κάθε Κράτους στο οποίο εφαρμόζεται αυτό το πρωτόκολλο μετά από την επικύρωση, αποδοχή ή έγκρισή του από το Κράτος αυτό, και κάθε έδαφος στο οποίο εφαρμόζεται αυτό το Πρωτόκολλο μετά από τη δήλωση αυτού του Κράτους σύμφωνα με αυτό το άρθρο, μπορούν να θεωρούνται ως ξεχωριστά εδάφη για τους σκοπούς της εφαρμογής του άρθρου 1 στο έδαφος ενός Κράτους.

Άρθρο 7.

1. Τα συμβαλλόμενα Κράτη θεωρούν τα άρθρα 1-6 αυτού του Πρωτοκόλλου ως πρόσθετα άρθρα της Σύμβασης και κατά συνέπεια θα εφαρμόζονται όλες οι διατάξεις της Σύμβασης.

2. Όμως, το δικαίωμα της ατομικής προσφυγής που αναγνωρίζεται με τη δήλωση του αρ. 25 της Σύμβασης, ή της αποδοχής της υποχρεωτικής δικαιοδοσίας του Δικαστηρίου που γίνεται με τη δήλωση του άρθρου 46 της Σύμβασης, δε θα εφαρμόζονται σε ό,τι αφορά αυτό το Πρωτόκολλο παρά μόνο εάν το ενδιαφερόμενο Κράτος θα έχει δηλώσει ότι αναγνωρίζει το παραπάνω δικαίωμα ή αποδέχεται αυτή τη δικαιοδοσία για τα άρθρα 1 έως 5 του Πρωτοκόλλου.

Άρθρο 8.

Αυτό το Πρωτόκολλο ανοίγεται για υπογραφή από τα Κράτη-μέλη του Συμβουλίου της Ευρώπης που έχουν υπογράψει τη Σύμβαση. Υπόκειται σε επικύρωση, αποδοχή ή έγκριση. Ένα Κράτος- μέλος του Συμβουλίου της Ευρώπης δεν μπορεί να επικυρώσει, αποδεχθεί ή εγκρίνει αυτό το Πρωτόκολλο χωρίς να έχει, κατά την ίδια στιγμή ή προηγούμενα, επικυρώσει τη Σύμβαση. Τα έγγραφα της επικύρωσης, αποδοχής ή έγκρισης θα κατατεθούν στο Γενικό Γραμματέα του Συμβουλίου της Ευρώπης.

Άρθρο 9.

1. Αυτό το πρωτόκολλο θα αρχίσει να ισχύει την πρώτη μέρα του μήνα που ακολουθεί την πάροδο περιόδου δύο μηνών από την ημερομηνία που επτά Κράτη-μέλη του Συμβουλίου της Ευρώπης θα εκφράσουν τη βούλησή τους να δεσμευθούν μ' αυτό το Πρωτόκολλο, σύμφωνα με τις διατάξεις του άρθρου 8.

2. Για κάθε Κράτος που θα εκφράσει μεταγενέστερα τη βούλησή του να δεσμευθεί με το Πρωτόκολλο, αυτό θα αρχίσει να ισχύει την πρώτη μέρα του μήνα που ακολουθεί την πάροδο προθεσμίας δύο μηνών από την ημερομηνία κατάθεσης του οργάνου επικύρωσης, αποδοχής ή έγκρισης.

Άρθρο 10.

Ο Γενικός Γραμματέας του Συμβουλίου της Ευρώπης θα γνωστοποιεί σε κάθε Κράτος- μέλος του Συμβουλίου της Ευρώπης:

α) κάθε υπογραφή,

β) την κατάθεση κάθε οργάνου επικύρωσης, αποδοχής ή έγκρισης,

γ) κάθε ημερομηνία έναρξης ισχύος αυτού του Πρωτοκόλλου σύμφωνα με τα άρθρα του 6 και 9,

δ) κάθε άλλη πράξη, γνωστοποίηση, ή δήλωση που σχετίζεται μ' αυτό το Πρωτόκολλο.

Σε πίστωση των πιο πάνω οι παραπάνω υπογράφοντες, που είναι νόμιμα εξουσιοδοτημένοι γι' αυτό, υπέγραψαν το Πρωτόκολλο αυτό.

Έγινε στο Στρασβούργο, στις 22 Νοεμβρίου 1984, στα γαλλικά και αγγλικά, με τα δύο κείμενα να έχουν την ίδια ισχύ, σε ένα μόνο αντίτυπο που θα κατατεθεί στο Αρχείο του Συμβουλίου της Ευρώπης. Ο Γενικός Γραμματέας του Συμβουλίου της Ευρώπης θα κοινοποιήσει κυρωμένο αντίγραφο σε κάθε Κράτος-μέλος του Συμβουλίου της Ευρώπης.

Άρθρο δεύτερο.

Η ισχύς του Νόμου αυτού αρχίζει από τη δημοσίευσή του στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως και του πρωτοκόλλου που κυρώνεται κατά τα οριζόμενα στο άρθρο 9 αυτού.

Παραγγέλλομε τη δημοσίευση του παρόντος στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως και την εκτέλεσή του ως νόμου του Κράτους.

Αθήνα, 3 Ιουνίου 1987

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΧΡΗΣΤΟΣ ΑΝΤ. ΣΑΡΤΖΕΤΑΚΗΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ — **ΚΑΡΟΛΟΣ ΠΑΠΟΥΛΙΑΣ**

ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ — **ΕΛΕΥΘΕΡΙΟΣ ΒΕΡΥΒΑΚΗΣ**

ΔΗΜΟΣΙΑΣ ΤΑΞΗΣ — **ΑΝΤΩΝΗΣ ΔΡΟΣΟΓΙΑΝΝΗΣ**

Θεωρήθηκε και τέθηκε η μεγάλη σφραγίδα του Κράτους.

Αθήνα, 5 Ιουνίου 1987

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΕΛΕΥΘΕΡΙΟΣ ΒΕΡΥΒΑΚΗΣ

ΑΠΟ ΤΟ ΕΘΝΙΚΟ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟ